

Covid-19: une double peine pour les ménages les plus vulnérables en Suisse

Pr JOACHIM MARTI^a et Pr GIOVANNI FERRO-LUZZI^{b,c}

Rev Med Suisse 2021; 17: 248-53

La pandémie de Covid-19 est un prisme de lecture révélateur de la vulnérabilité de nos sociétés aux chocs sanitaires et économiques. Elle a pour effet non seulement de mettre en lumière mais aussi d'exacerber les inégalités déjà existantes que ce soit en termes d'état de santé, de revenu ou encore d'accès à l'emploi. En Suisse comme ailleurs, les personnes les plus désavantagées socio-économiquement sont également les plus exposées et vulnérables au virus, tant sur leur lieu de travail que dans le cadre privé. Notre objectif ici est de décrire par quels mécanismes la pandémie a touché de façon différenciée certains groupes de la population. Nous nous intéressons en particulier à la concentration des risques sanitaires et économiques pour certains ménages et aux réponses des pouvoirs publics pour combattre cette épidémie sur le plan sanitaire tout en essayant de réduire son impact économique.

COVID-19: a double punishment for vulnerable households in Switzerland

The COVID-19 pandemic underlines how vulnerable our societies are to health and economic shocks. It reveals and exacerbates existing inequalities in terms of health status, income, or employment. In Switzerland, as well as globally, most socioeconomically disadvantaged individuals are also the most exposed and vulnerable to the virus, both at work and in their homes. Our aim is to describe the mechanisms through which the pandemic has disproportionately affected some groups of the population. We are particularly interested in the concentration of health and economic risks in specific households and in the public policies implemented to fight the pandemic on the health front while attempting to reduce its economic impact.

INTRODUCTION

La pandémie de Covid-19 qui a déferlé sur la planète a conduit les gouvernements à prendre des mesures drastiques pour éviter une explosion incontrôlable des cas mettant leur système de soins en situation de surcharge.^{1,2} Si la pandémie a affecté les pays de manière plus ou moins forte, avec des réponses variables en matière de politiques publiques,^{3,4} un

constat global est qu'à cette crise sanitaire au coût humain considérable s'ajoute une crise économique et sociale.⁵ Ces crises aux impacts multiples frappent en premier lieu les groupes de la population se trouvant en situation de vulnérabilité⁶⁻⁸ et risquent de creuser les iniquités, y compris dans les pays à l'économie saine et offrant une bonne protection sociale. Si le phénomène de récession économique n'est pas nouveau, la crise dans laquelle la pandémie a plongé de nombreux pays est sans précédent en raison de la manière dont elle s'est produite: mise à l'arrêt brusque et soudaine de nombreux secteurs, cloisonnement des populations et fermeture des frontières. Quels enseignements peut-on tirer des effets de la pandémie et des mesures prises par les gouvernements pour la contenir, notamment vis-à-vis des personnes dans la précarité ou à risque de l'être? Il est bien entendu trop tôt pour un bilan définitif car, si le contrôle de l'épidémie et l'assouplissement des mesures du printemps 2020 ont permis à certains secteurs de l'économie de redémarrer, des mesures strictes ont à nouveau vu le jour pour faire face à une deuxième vague de contaminations moins bien contrôlée. Plusieurs observations permettent toutefois de mettre en lumière la forte interdépendance des risques sanitaires et économiques en cas de pandémie. Notre objectif ici est de décrire par quels mécanismes la pandémie a touché de façon différenciée certains groupes de la population, notamment à travers la diversité des situations sur le marché du travail. Nous nous intéressons aux effets sur leurs revenus, à la précarité dans laquelle beaucoup se sont retrouvés, et à la concentration des risques sanitaires et économiques pour certains ménages. Comment l'État peut-il répondre à ces besoins? Comment combattre une épidémie sur le plan sanitaire tout en essayant de réduire son impact économique? Quel dispositifs ou mesures ont été mis en place pour soutenir les familles les plus exposées à la pauvreté? L'urgence et le caractère exceptionnel de la crise ont montré les limites d'un modèle fondé sur des besoins d'assistance sociale de type structurel et des nouvelles propositions ont vu le jour qui méritent d'être discutées.

IMPACT DE LA CRISE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

En Suisse, les mesures édictées par le Conseil fédéral, rendues nécessaires par la forte croissance des contaminations en début de pandémie, ont tout d'abord été déployées dans les secteurs et professions où le risque de contact et de contagion était le plus élevé (activités culturelles et événementielles), puis étendues à d'autres secteurs, dès le 17 mars 2020, par le biais d'un «semi-confinement», impliquant la fermeture de

^aDépartement épidémiologie et systèmes de santé, Unisanté, Université de Lausanne, 1011 Lausanne, ^bGeneva School of Economics and Management (GSEM), Université de Genève, 1211 Genève 4, ^cHaute École de gestion de la HES-SO Genève, Rue de la Tambourine 17, 1227 Carouge
joachim.marti@unisante.ch | giovanni.ferro-luzzi@unige.ch

commerces dits « non essentiels », des bars et restaurants, des chantiers, mais aussi de tous les services à la personne. D'autres secteurs (taxis, employés domestiques) ont été touchés de manière indirecte en raison d'une forte baisse de la demande. Bien que moins strictes, des mesures similaires ont été prises en automne 2020, principalement au niveau des cantons, face à la reprise de l'épidémie. Une manière d'exprimer l'ampleur de l'impact économique associé à ces mesures consiste à observer le recours aux réductions d'horaires de travail (RHT) qui ont concerné 1,4 million d'employés à travers le pays, soit plus d'un travailleur sur trois. À titre de comparaison, environ 150 000 personnes en avaient bénéficié lors de la dernière grande crise de 2008. Les prévisionnistes du Secrétariat d'État à l'économie (SECO) tablent sur une chute du produit intérieur brut (PIB) d'environ 6% pour 2020 (**encadré 1**). Le chômage a lui aussi pris l'ascenseur. Le nombre de demandeurs d'emploi en juin 2020 a augmenté de 36,7% par rapport au mois de juin 2019.⁹ Les données de la **figure 1** indiquent le taux de croissance des demandeurs d'emploi de juin 2019 à juin 2020, ainsi que les données actualisées au mois de septembre. On observe que le secteur de l'hôtellerie et de la restauration a vu le nombre de demandeurs d'emploi plus que doubler sur la période. D'autres industries, telles que l'horlogerie, la fabrication des machines ou l'électrotechnique, tournées vers l'exportation et employant une proportion importante de main-d'œuvre peu qualifiée en comparaison avec des secteurs moins touchés, subissent aussi de fortes hausses du chômage. Un secteur mal représenté dans ce tableau concerne les ménages privés avec du personnel

domestique. En effet, nombre d'employés domestiques n'ont pas le droit aux indemnités chômage, ou renoncent à l'exercer, en raison de leur permis de travail. Si un tel ralentissement est inédit, les réponses des pouvoirs publics lors de la première vague ont été immédiates et vigoureuses, qu'il s'agisse des dépenses additionnelles prévues par le Conseil fédéral ou des crédits garantis par la Banque nationale suisse. Toutefois, malgré ces mesures, la crise touche les ménages de manière très différenciée selon la profession, le statut sur le marché du travail ou encore le niveau de formation.

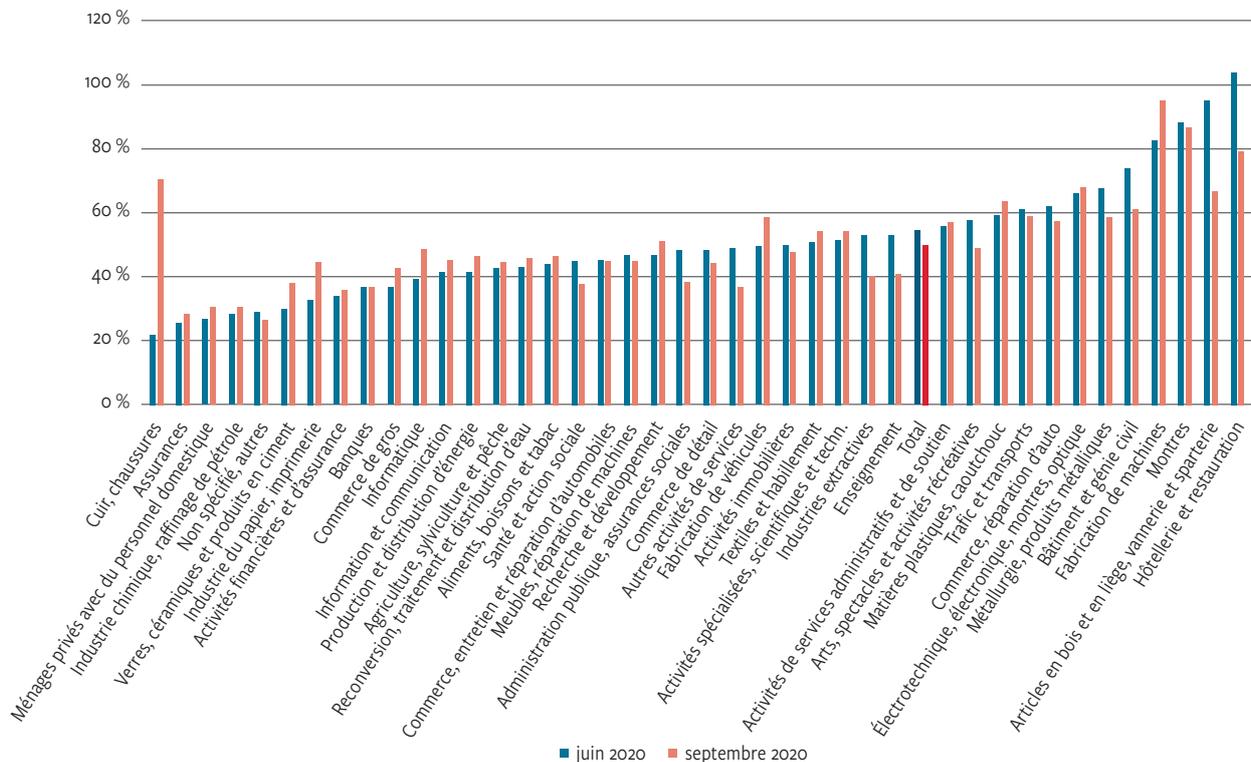
Encadré 1. Pour l'année 2020, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) anticipe une diminution du PIB de 4,5% au niveau mondial et de 7,9% pour la zone euro. En regardant uniquement le deuxième trimestre (correspondant à celui du confinement dans la plupart des pays), le PIB a diminué de 10,6% pour l'ensemble de la zone OCDE, de 11,8% pour la zone euro, de 19,8% au Royaume-Uni, de 17,8% en Espagne, de 13,7% en France, de 13% en Italie, de 8,3% en Suède et de 7,3% en Suisse.

QUI SONT LES PERSONNES LES PLUS TOUCHÉES?

L'OCDE a défini la catégorie de travailleurs « non standards » comme étant la plus touchée par la crise du Covid-19. Il s'agit essentiellement des indépendants, des travailleurs à temps

FIG 1 Augmentation du chômage par branche en Suisse entre 2019 et 2020

En % par rapport au mois de l'année précédente, juin et septembre 2020



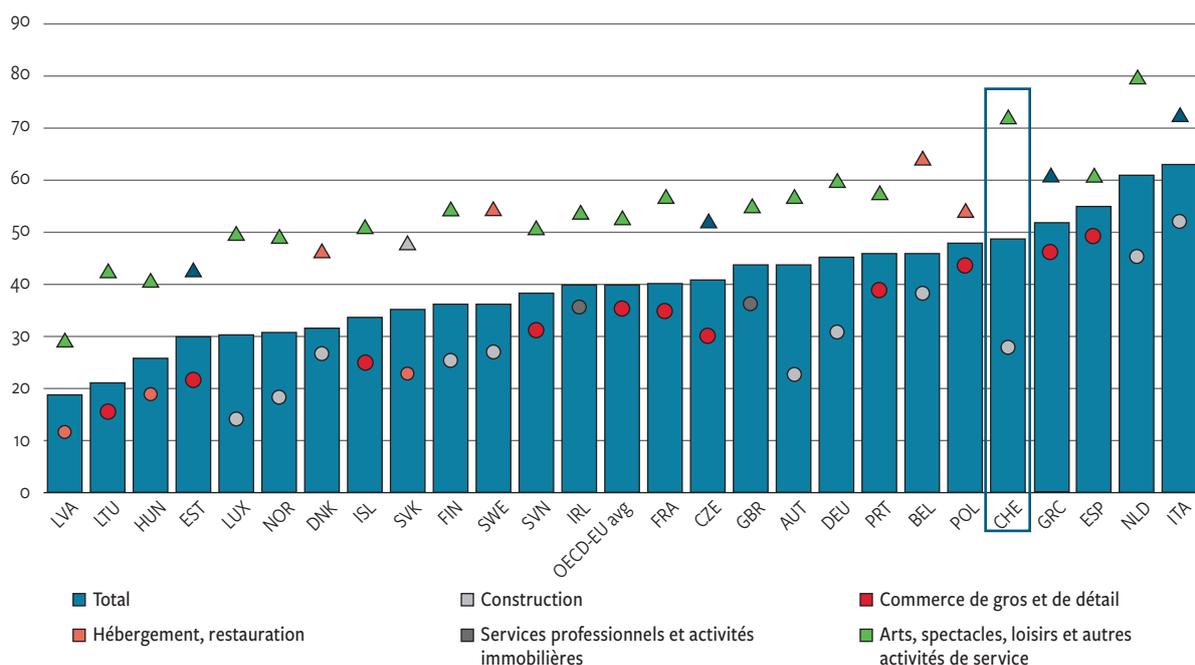
(D'après réf.9).

partiel et des personnes ayant un contrat à durée déterminée (CDD).¹⁰ La **figure 2** montre la proportion de ces travailleurs en situation de vulnérabilité dans les pays européens de l'OCDE et met en évidence les secteurs les plus concernés. On observe que la Suisse (CHE) fait partie des pays où la proportion de travailleurs non standards est plutôt élevée, surtout en raison du temps partiel, et dans une moindre mesure du travail indépendant. Les mesures de confinement ont précarisé de manière particulière tout travailleur dont l'exercice de la profession suppose un contact rapproché avec d'autres personnes.^{11,12} Plusieurs autres facteurs ont conduit à un impact différencié renforçant les inégalités. Une étude montre par exemple l'impact important que cette crise a causé sur la forte croissance des inégalités au Royaume-Uni, bien davantage que les précédentes crises économiques.⁶ En premier lieu, la répartition géographique des ménages en fonction de leur niveau de qualification est très inégale et implique que certaines régions sont naturellement plus fortement touchées par la récession. En outre, et c'est la double peine infligée par la crise actuelle, ces régions sont également celles où le risque d'exposition au virus est le plus élevé au départ, l'usage des transports publics y étant plus répandu et l'exposition professionnelle au virus est également plus grande si ces personnes sont employées dans des secteurs essentiels (alimentation, santé) ou pour lesquelles le télétravail n'est pas envisageable. Ces populations sont également plus touchées par les facteurs de risque de développement de formes graves de la maladie (obésité, hypertension, diabète, etc.).¹³ Par ailleurs, les ménages à bas revenu touchés par le chômage sont plus à risque de liquider leur épargne ou de s'endetter pour maintenir un niveau de consommation sur les biens de première nécessité

(logement, alimentation, santé). De manière contrastée, les ménages ayant des professions qualifiées ont généralement maintenu leur emploi et pu organiser leur activité par le télétravail. De plus, leur consommation de biens nécessaires étant assurée, ils ont pu renforcer leur épargne pendant la période de confinement. Une étude menée aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Allemagne indique que la préservation de l'emploi est fortement liée à la possibilité de faire du télétravail, ce dernier étant beaucoup plus accessible aux emplois les plus qualifiés, et que la crise a affecté en particulier les femmes et les personnes au niveau d'éducation plus faible.¹⁴ L'étude montre également des impacts plus modérés en Allemagne où la protection de l'emploi est meilleure. On constate donc que la crise actuelle touche des personnes de manière très contrastée en termes de risque d'exposition au virus mais aussi de risque de perte d'emploi. Les personnes les moins qualifiées sont plus fortement touchées à la fois par la tension sur le marché du travail et le risque sanitaire. Un constat similaire est posé dans une étude menée en France.¹⁵ Les professions les plus exposées au virus sont le personnel soignant (à 70% féminin), les travailleurs des secteurs de l'agroalimentaire, de l'action sociale et des transports. Les ménages défavorisés sont également plus représentés dans les quartiers à forte densité de population mais aussi dans les logements suroccupés et en particulier collectifs. La prise en charge des maladies s'oriente également de manière très nette sur un gradient social, en raison surtout du renoncement aux soins notoirement plus prononcé chez les ménages à bas revenu. Qu'il s'agisse d'isolement, de santé mentale ou de conditions de travail scolaire pour les enfants, les ménages pauvres sont clairement défavorisés. Des données récoltées auprès de la

FIG 2 Travailleurs non standards dans les pays européens de l'Organisation de coopération et de développement économiques

Pourcentage de l'emploi par secteur, 2018.



(D'après réf.10).

population vaudoise dans le cadre d'une étude de séroprévalence illustrent certaines disparités évoquées ici. Dans un échantillon d'environ 500 personnes de la population générale, testées au printemps 2020, la prévalence d'anticorps anti-SARS-CoV-2 était de 5,4%. Cette proportion est beaucoup plus élevée dans des échantillons récoltés auprès d'employés de secteurs particuliers, par exemple le commerce de détail (19,5%), les transports publics (8,5%), ou encore la poste (13,4%). Les données montrent également un lien très net entre statut socio-économique et risque d'exposition au virus. En effet, comme illustré dans la **figure 3**, la proportion d'employés peu qualifiés ayant la possibilité de faire du télétravail est très faible, alors qu'elle est de près de 50% dans la catégorie socioprofessionnelle la plus élevée. Enfin, certains facteurs de risque de développement d'une forme grave de la maladie sont également plus présents chez les personnes les plus exposées. On remarque notamment un taux d'obésité de > 20% pour les employés peu qualifiés, contre moins de 8% dans la catégorie supérieure. Une analyse territoriale permet aussi de montrer comment la précarité se concentre dans certains quartiers. Le centre d'analyse territoriale des inégalités de Genève (CATI-GE) produit à intervalles réguliers un état des lieux qui permet de rendre compte de l'évolution des inégalités. S'il est trop tôt pour visualiser l'impact de la pandémie et de la récession concomitante, il est néanmoins possible de mettre en avant certains indicateurs dont les données ont pu être récoltées rapidement. La **figure 4** illustre comment se concentre la population la plus précarisée et qui bénéficie des sacs alimentaires fournis par la fondation des Colis du Cœur durant le mois de juin 2020. Au total, ce sont plus de 5500 ménages et plus de 14 000 personnes qui ont bénéficié de cette prestation pendant la période de confinement, ce qui traduit des situations de «précarité radicale» qui normalement sont peu visibles dans le canton (**encadré 2**). On retrouve une plus grande concentration dans la ville de Genève et les communes suburbaines, mais aussi dans les quartiers où sont situés des logements pour des ménages du domaine de l'asile. La **figure 5** montre l'évolution des nouvelles demandes de prestations de l'Hospice général à Genève lors de la crise actuelle et la compare avec celle observée lors de la dernière récession

importante qui a profondément affecté l'économie suisse et genevoise. En 2009-2010, la hausse a été très faible alors que le nombre de nouveaux bénéficiaires a pratiquement doublé en avril 2020. Cette hausse s'explique en partie par le recours important de certains indépendants qui n'étaient initialement pas couverts par les indemnités d'assurance perte de gain. D'autres données de l'Hospice montrent également qu'une personne sur deux a des difficultés d'endettement et des problèmes de santé. En sus, 30% déclarent avoir des problèmes à gérer leur budget et environ un quart exprime un mal-être par rapport au logement. Enfin, environ un bénéficiaire sur cinq déclare souffrir de solitude. Au-delà donc de la précarité économique, ces personnes souffrent de tout un faisceau de problèmes qui affectent leur bien-être au quotidien.

Encadré 2. Pour une discussion intéressante du concept (souvent galvaudé) de précarité, voir Rémy Kammermann, Nouvelles - Journal du Centre social protestant de Genève, n° 02, juin 2020.

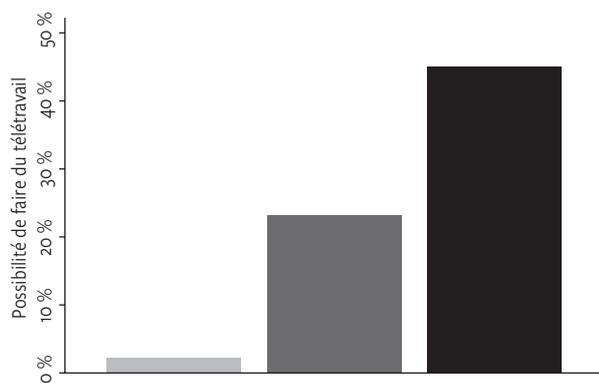
DISCUSSION

La crise financière de 2008 a montré le lien marqué entre perte d'emploi, hausse des suicides, homicides et décès liés à l'abus d'alcool.^{16,17} Il importe donc, à moyen terme, de minimiser les pertes d'emploi et la précarisation des ménages qui s'accompagnent de conséquences sanitaires (diseases of despair) et économiques (coût du filet social). Il importe toutefois de ne pas opposer santé et économie dans ce combat contre l'épidémie, mais de réaliser qu'une circulation incontrôlée du virus aurait des impacts importants sur la consommation de biens et services et mènerait à une récession au même titre que les mesures de confinement qui ont été imposées. La pandémie de grippe de 1918 nous enseigne que les villes américaines ayant imposé des mesures plus strictes et rapides sont aussi celles qui ont vu leur économie rebondir le plus favorablement.¹⁸ Donc si ces dernières sont accompagnées de mesures fiscales et de préservation des emplois et des revenus fortes (et ciblées en particulier sur les plus vulnérables), il est possible de faire face sur les deux plans, sans nécessairement devoir opérer un arbitrage entre l'activité économique et la santé de la population. Une mesure qui a certainement permis de sauver de nombreux emplois dans l'économie traditionnelle est la RHT, assouplie, étendue et élargie par le Conseil fédéral, comme on peut le voir par le recours massif des employeurs à partir du mois d'avril. Au niveau macroéconomique, et grâce à des finances publiques relativement saines, la Suisse a les moyens de soutenir son économie par des plans de relance vigoureux. Naturellement, il est préférable que ces dépenses soient dirigées efficacement, en particulier vers l'investissement matériel ou immatériel (infrastructures, éducation, recherche, innovation et santé), mais aussi dans le soutien des revenus des couches les plus défavorisées. Si la Suisse semble avoir fait preuve d'une bonne capacité de réaction, la crise a montré qu'une partie de la population échappait au filet de sécurité sociale, en particulier parmi certains indépendants, les personnes sans statut officiel, mais aussi très vraisemblablement auprès des personnes craignant de perdre leur permis de séjour en cas de recours à

FIG 3

Possibilité de faire du télétravail et catégories socioprofessionnelles

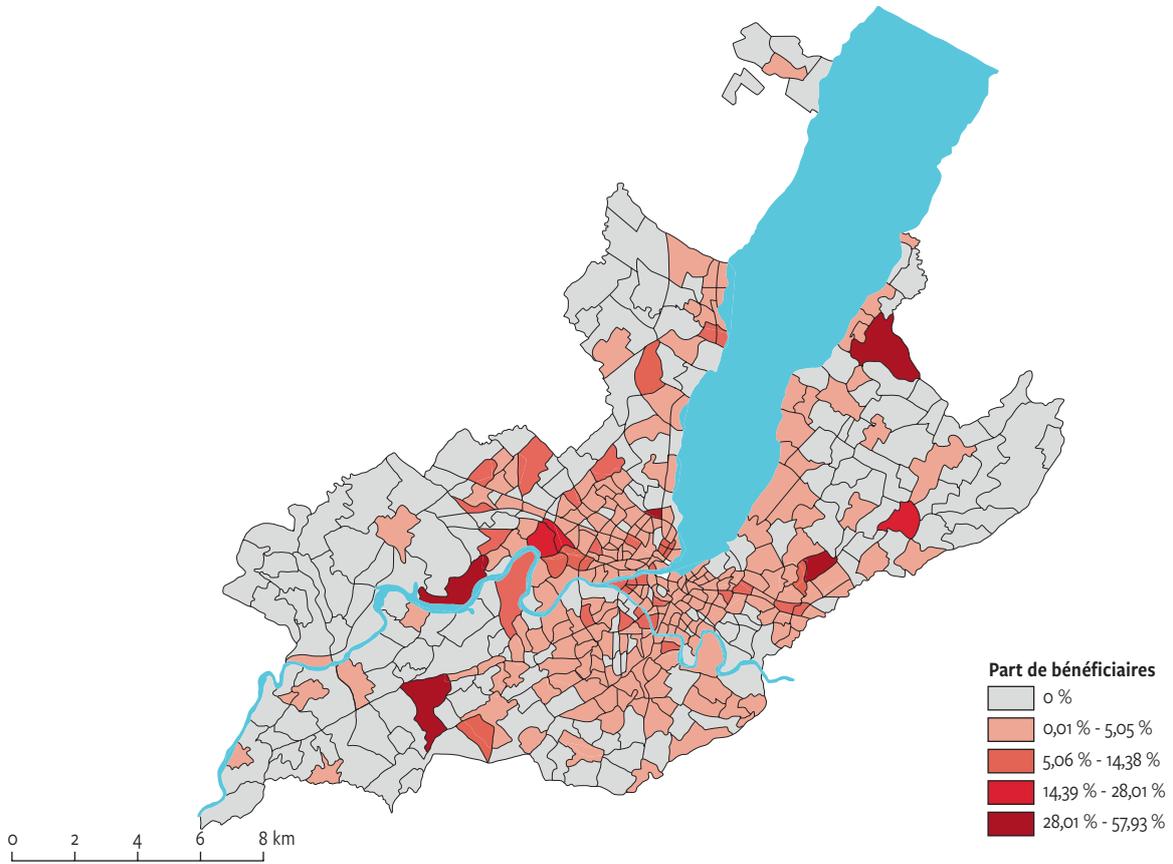
Gris clair: manœuvres, ouvriers, employés sans qualification; gris foncé: employés qualifiés, cadres moyens, indépendants; noir: cadres supérieurs, professions libérales, direction.



(Source: Étude SEROCOVID, Unisanté, Lausanne).

FIG 4 Bénéficiaires du Colis du Cœur à Genève par sous-secteurs, juin 2020

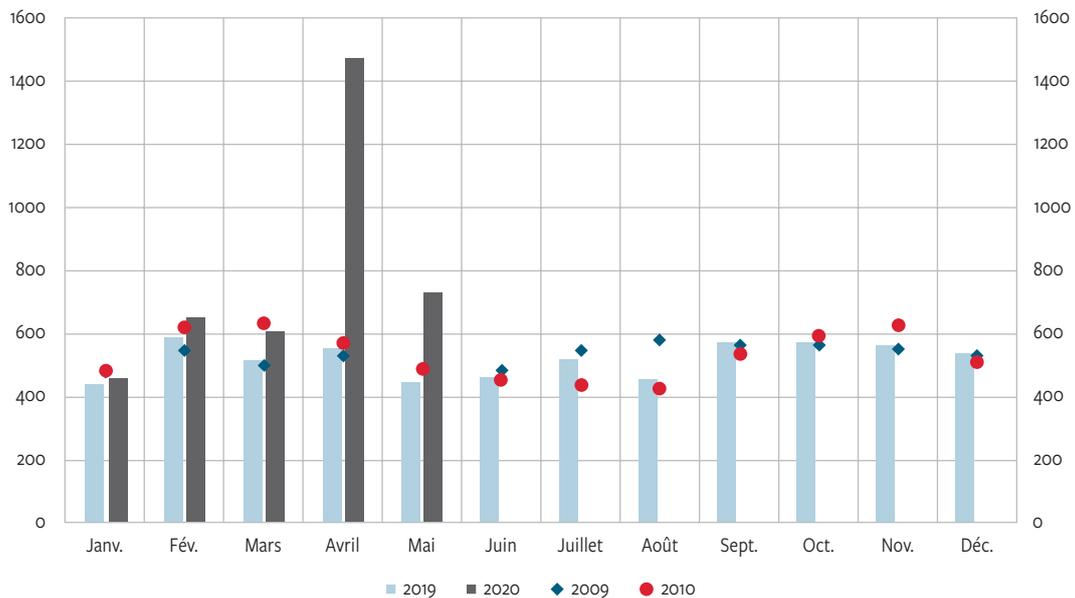
La part de bénéficiaires est calculée comme le nombre total de bénéficiaires sur la population résidente totale dans le sous-secteur (fin décembre 2019).



(Sources: Colis du Cœur, OCSTAT, SITG. Traitement: CATI-GE).

FIG 5 Bénéficiaires de l'Hospice général de Genève, 2009-2010 et 2019-2020

Nombre de nouveaux bénéficiaires Hospice général
Comparaison 2009-2010 / 2019-2020



l'aide sociale. À cet égard, le projet pilote «Papyrus» (**encadré 3**) de régularisation des personnes sans statut officiel a certainement contribué à mieux identifier les besoins d'une partie des ménages à risque de pauvreté et leur apporter un soutien financier ou en nature. Enfin, la crise permet aussi de rendre visibles des défis sur les plans sanitaire, économique et social qui pourront peut-être être mieux anticipés et appréhendés par les pouvoirs publics en cas de nouvelle pandémie. Une recommandation importante de politique publique que la pandémie a rendue très pertinente et qui ne concerne pas seulement la Suisse est fournie par Anderson et coll. (2020):¹⁹ pour saisir et comprendre les effets sur la santé et l'économie de cette pandémie, une collecte de données doit être organisée de manière beaucoup plus exhaustive qui permette de mieux évaluer l'impact d'une crise telle que celle du Covid-19 sur la distribution des revenus, de l'emploi et les effets sur la santé. Une meilleure connaissance de ces effets permettra aux autorités de mieux mettre en œuvre les mesures pour répondre aux besoins de la population en un temps beaucoup plus rapide.

Encadré 3. Entre le 21 février 2017 et le 31 décembre 2018, le canton de Genève, avec la collaboration du Secrétariat d'État aux migrations (SEM), a lancé l'opération-pilote de régularisation des travailleurs sans statut officiel (sans-papiers). Les conditions pour l'obtention d'un permis B étaient les suivantes: séjour continu de 5 ans (pour les familles avec enfants scolarisés) ou de 10 ans pour les autres familles ou personnes, intégration réussie (niveau A2 de français et scolarisation des enfants à Genève), absence de condamnation pénale, indépendance financière complète. Au total, ce sont un peu moins de 2000 personnes qui ont été régularisées dans le dispositif. Le rapport d'évaluation du dispositif (Ferro Luzzi et coll., 2019) détaille le parcours d'un échantillon de personnes dont la situation a été régularisée. La grande majorité de ces personnes ont gardé les mêmes emplois qu'avant la régularisation et ont pu confirmer leur indépendance financière.

CONCLUSION

La pandémie de Covid-19 est un prisme de lecture révélateur de la vulnérabilité de nos sociétés aux chocs sanitaires et économiques. Elle a pour effet non seulement de mettre en lumière, mais aussi d'exacerber les inégalités déjà existantes que ce soit en termes d'état de santé, de revenu ou encore d'accès à l'emploi. En Suisse comme ailleurs, les personnes les plus désavantagées socio-économiquement sont également les plus exposées et vulnérables au virus, tant sur leur lieu de travail que dans le cadre privé. La double peine que composent les risques financiers et sanitaires de cette crise peut conduire à une précarisation à long terme d'une partie de la société, accompagnée d'un plus grand risque de détérioration de l'état de santé.

Conflit d'intérêts: Les auteurs n'ont déclaré aucun conflit d'intérêts en relation avec cet article.

IMPLICATIONS PRATIQUES

- La crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 s'accompagne d'une crise économique sans précédent du fait de son impact direct et brutal sur la production de biens et de services, en particulier pour certains secteurs d'activité
- La pandémie et les mesures mises en place pour la contenir ont un impact distributionnel important, avec une concentration des risques et des effets auprès des personnes en situation de vulnérabilité tant sur le plan sanitaire qu'économique
- Ces crises nécessitent des réponses nouvelles et vigoureuses des pouvoirs publics, en termes de santé publique, de préservation de l'emploi et de lutte contre la précarité
- Dire qu'il existe un arbitrage entre protection de la santé de la population et de l'économie est simpliste et il est encore trop tôt pour juger de l'approche optimale qui peut varier fortement selon les contextes (système de santé, filet social, culture, structure de la population, etc.)

1 Haug N, Geyrhofer L, Londei A, et al. Ranking the Effectiveness of Worldwide COVID-19 Government Interventions. *Nat Hum Behav* 2020;1-10.

2 Huber M, Langen H. Timing Matters: the Impact of Response Measures on COVID-19-related Hospitalization and Death Rates in Germany and Switzerland. *Swiss J Econ Stat* 2020;156:1-19.

3 Hale T, Petherick A, Phillips T, Webster S. Variation in Government Responses to COVID-19. *Blavatnik school of Government Working Paper* 2020;31.

4 Jinjarak Y, Ahmed R, Nair-Desai S, Xin W, Aizenman J. Accounting for Global COVID-19 Diffusion Patterns, January-April 2020: National Bureau of Economic Research; 2020. Report No.: 0898-2937.

5 Cutler DM, Summers LH. The COVID-19 Pandemic and the \$16 Trillion Virus. *JAMA* 2020;324:1495-6.

6 **Blundell R, Costa Dias M, Joyce R, Xu X. COVID-19 and Inequalities. *Fiscal*

Studies 2020;41:291-319.

7 **Douglas M, Katikireddi SV, Taulbut M, McKee M, McCartney G. Mitigating the Wider Health Effects of Covid-19 Pandemic Response. *BMJ* 2020;369:m1557.

8 *Patel P, Hiam L, Sowemimo A, Devakumar D, McKee M. Ethnicity and Covid-19. *BMJ* 2020;369: m2282.

9 SECO. La situation sur le marché du travail en septembre 2020. Disponible sur: www.seco.admin.ch/seco/fr/home/seco/nsb-news.msg-id-80624.html

10 OCDE. Distributional Risks Associated with Non-standard Work: Stylised-Facts and Policy Considerations. Disponible sur: www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/distributional-risks-associated-with-non-standard-work-stylised-facts-and-policy-considerations-68fa7d61/

11 Alstadsæter A, Bratsberg B, Elielsen G, et al. The First Weeks of the Coronavirus Crisis: Who Got Hit, When and Why? *Evidence from Norway: National Bureau of*

Economic Research; 2020. Report No.: 0898-2937.

12 Baylis P, Beaugregard PL, Connolly M, et al. The Distribution of COVID-19 Related Risks: National Bureau of Economic Research; 2020. Report No.: 0898-2937.

13 McNamara CL, Balaj M, Thomson KH, et al. The Socioeconomic Distribution of Non-communicable Diseases in Europe: Findings from the European Social Survey (2014) Special Module on the Social Determinants of Health. *Eur J Public Health* 2017;27:22-6.

14 *Adams-Prassl A, Boneva T, Golin M, Rauh C. Inequality in the Impact of the Coronavirus Shock: Evidence from Real Time Surveys. *J Public Econ* 2020;189:104245.

15 Aubert P, Dubost CL, Lapinte A, et al. Les inégalités sociales face à l'épidémie de Covid-19. *Etat des lieux et perspectives. Les dossiers de la DREES* 2020.

16 Reeves A, McKee M, Stuckler D.

Economic Suicides in the Great Recession in Europe and North America. Br J Psychiatry 2014;205:246-7.

17 Stuckler D, Basu S, Suhrcke M, Coutts A, McKee M. The Public Health Effect of Economic Crises and Alternative Policy Responses in Europe: an Empirical Analysis. *Lancet* 2009;374:315-23.

18 Correia S, Luck S, Verner E. Pandemics Depress the Economy, Public Health Interventions Do Not: Evidence from the 1918 Flu. Disponible sur: dx.doi.org/10.2139/ssrn.3561560

19 **Anderson G, Frank JW, Naylor CD, Wodchis W, Feng P. Using Socioeconomics to Counter Health Disparities Arising from the Covid-19 Pandemic. *BMJ* 2020;369:m2149.

* à lire

** à lire absolument